

ECH'EAU

LA REVUE D'HYDRAULIQUE
SANS FRONTIÈRES

H₂O
HYDRAULIQUE
SANS FRONTIÈRES

SEPTEMBRE 2025

ISSN 2275-4903

N° 93



La charte d'engagement d'Hydraulique Sans Frontières

ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION ENVERS LE BENEVOLE :

Le bénévolat est une activité librement consentie : il ne saurait y avoir de lien de subordination, au sens du droit du travail, entre l'association dans laquelle elle s'exerce et le bénévole. L'association est composée de membres, personnes physiques ou personnes morales qui déclarent adhérer aux valeurs et aux principes d'Hydraulique Sans Frontières. Les bénévoles doivent s'acquitter d'une cotisation annuelle dont le montant est fixé par délibération du conseil d'administration.

L'association s'engage à :

- Accueillir et considérer le bénévole comme un collaborateur à part entière
- Donner au bénévole une information claire sur l'association, ses valeurs, ses objectifs et son fonctionnement
- Lui confier une activité qui lui convienne, en fonction de ses goûts, de ses compétences et des tâches disponibles
- Assurer sa formation et son accompagnement par un responsable compétent
- L'aider à s'insérer et à s'épanouir au sein de l'équipe
- Le couvrir par une assurance adéquate lors de ses missions de terrain

ENGAGEMENT DU BENEVOLE ENVERS L'ASSOCIATION :

Le bénévole s'engage à :

- Accepter et adhérer en toute conscience aux principes de l'association, à ses valeurs, à ses missions et se conformer à ses objectifs
- Se sentir responsable et solidaire de la promotion et du développement de l'association en accord avec la stratégie mise au point et validée par le conseil d'administration
- Accepter l'encadrement, le travail d'équipe et la collaboration avec l'ensemble des membres de l'association
- Respecter la personnalité d'autrui et collaborer dans un esprit de compréhension mutuelle avec les autres bénévoles, stagiaires et salariés.

Éditorial	01
Zoom projets	03
Entretien avec Thierry Ferotin - Maire de Biviers	05
Nos projets à Madagascar	09
Article : Pérennité des projets	14
Paroles de bénéficiaires	15
Délégations	18
ECH'EAU partenaire	22

Siège Hydraulique Sans Frontières
14 rue Louis de Vignet -73000 Chambéry
+33 (0)4 79 69 35 08
www.hydrauliquesansfrontieres.org
contact@hydrauliquesansfrontieres.org

Coordination de publication : Dominique Gautier - Hubert Leclerc
Rédactrice : Marie-Paule Redombina

Photo de couverture : ©Hydraulique Sans Frontières
Crédit photos : Hydraulique Sans Frontières / Etienne
Faivre/Marion Afriat

Dépôt légal à la date de parution

Ont collaboré à ce numéro : Dominique Gautier,
Hélène Mazingue, Miary Ravelonjato, Hubert Leclerc,
Patrick Erhard, Willy Zurell, Alain Mouflard, Thierry
Bringel, Thierry Ferotin et Pierre Mazingue



Pierre Mazingue
Président



Mission terrain - Sare moussa (Sénégal)

Il est bon de rappeler que la charte d'engagement d'HSF prévoit un engagement réciproque ; l'association doit faire en sorte que le bénévole trouve sa vraie place et le bénévole, de son côté, doit se sentir solidaire des valeurs d'HSF et surtout prendre conscience de son engagement indispensable, quel que soit son rôle pour la bonne marche des projets.

Nos projets en Afrique de l'ouest, à Madagascar et en Amérique du sud ont tous le même objectif EAH. Mais en atteignant cet objectif, on sait que les effets collatéraux positifs sont nombreux :

- Amélioration des conditions de vie des femmes soulagées des corvées d'eau, qui peuvent consacrer davantage de temps à leur travail et à leur famille et dépenser moins d'argent en soins
- Diminution de l'absentéisme des jeunes filles, qui peuvent suivre une scolarité normale (levier de promotion d'égalité des genres)
- Prise de conscience par les enfants, de l'importance de se laver les mains et qui sont ainsi moins souvent malades
- Le développement de l'activité économique par les activités menées par nos prestataires, le recrutement de personnels sur nos chantiers, la formation des acteurs locaux.

Autant de raisons de continuer de mener à bien nos projets.

S'il en fallait d'autres, on peut les trouver dans la lecture de ce numéro :

- L'OCDE qui souligne que « l'aide publique au développement est plus que jamais un levier de stabilité, de justice et de prévention des crises ».
- Cette phrase du Maire de Biviers « nous sommes des privilégiés, et ce privilège nous donne des devoirs et des possibilités ».
- Dominique Gautier : L'eau, c'est la santé, la dignité, et donc la liberté de choisir sa vie....Chaque action menée s'inscrit dans une démarche d'amélioration durable des conditions de vie des populations, en particulier les plus vulnérables.

Dans un autre domaine, constater dans les forums que cette vieille science de l'hydraulique (certainement la plus ancienne) est capable de proposer des innovations qui peuvent trouver un intérêt dans nos projets nous fait sentir un peu moins vieux. A nous de rester ouverts sur le monde moderne et d'en tirer tous les bénéfices à destination des populations défavorisées.

Moins drôle, la baisse des budgets humanitaires un peu partout dans le monde qui nous oblige à diversifier nos sources de financement et à fidéliser le plus possible nos bailleurs.

L'exemple du contact avec la mairie de Biviers qui a abouti à l'implication financière de la communauté de communes du Grésivaudan, (comme celui de la mairie de Sonnaz qui nous a ouvert les portes de Grand Chambéry) doit tous nous inciter à être des porteurs de la voix d'HSF auprès des collectivités qui nous entourent.

Le partenariat avec d'autres ONG pour mener ensemble des projets sur une même zone géographique peut également s'avérer source d'économies.

Enfin, pour terminer, je remercie à nouveau Gilles Bogo pour ses 13 années de bons et loyaux services qui ont amené HSF là où elle est aujourd'hui, connue et reconnue, et donc dotée d'une voix qui porte.

En tant que nouveau Président, je m'efforcerai de porter haut et fort cette voix avec comme unique but d'apporter l'eau, et donc la vie, aux populations qui n'en disposent pas, en m'appuyant sur des équipes de bénévoles et de salariés motivés et heureux de contribuer à l'atteinte de cet objectif.

HSF a un nouveau président

Pierre Mazingue succède à Gilles Bogo après 13 années d'engagement.

L'assemblée générale d'Hydraulique Sans Frontières (HSF), réunie à Chambéry le samedi 17 mai 2025, a marqué un moment fort dans la vie de l'association. Gilles Bogo, en poste depuis 2012 transmet la présidence à Pierre Mazingue, bénévole actif.

Dans un geste symbolique fort, Gilles Bogo a « posé le bâton » en le transmettant à son successeur, illustrant avec simplicité et émotion cette transition fondée sur la continuité, la confiance et l'engagement.

Une gouvernance stable, au service de la solidarité internationale

Depuis 13 ans, Gilles Bogo a incarné l'engagement solidaire d'HSF en structurant son action, en consolidant ses partenariats et en accompagnant le développement de projets d'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène en Afrique de l'Ouest et à Madagascar. Son mandat a été marqué par la rigueur, la proximité avec les bénévoles, les salariés et une vision humaniste du développement durable.

Pierre Mazingue, ingénieur à la retraite et impliqué dans plusieurs projets au sein de l'association, prend la suite avec la volonté de toujours satisfaire les bénéficiaires des différents projets, de renforcer l'ancrage de l'association tout en développant sa visibilité et son rayonnement. Il souhaite encourager l'engagement des bénévoles, valoriser les savoir-faire de l'association et accroître l'impact des actions de l'association. « C'est un honneur et une responsabilité que je mesure pleinement. Je m'inscris dans la continuité du travail mené par Gilles ».

À propos d'Hydraulique Sans Frontières

Pour répondre à l'objectif de développement durable 6 de l'ONU, Hydraulique Sans Frontières œuvre pour l'accès à l'eau, à l'assainissement à l'hygiène et à l'éducation. En lien étroit avec des partenaires locaux et des communautés rurales, l'association mobilise des bénévoles, des salariés et des partenaires publics et privés pour répondre à des enjeux vitaux à travers des projets.

Pour rappel, 2,1 milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau potable salubre et 4,4 milliards de personnes n'ont pas accès à des services d'assainissement gérés en toute sécurité[1].



De gauche à droite Gilles Bogo et Pierre Mazingue



[1] <https://www.unicef.fr/article/21-milliards-de-personnes-nont-pas-acces-a-leau-potable-salubre/>

Zoom projets



Mission terrain Karang (Sénégal)



Water is life – visite serre en Espagne

Karang Poste : Etat des lieux et perspectives du projet Eau et Assainissement

Par Patrick Erhard



- **Lieu** : La ville de Karang Poste se situe dans la région de Fatick, département de Foundiounne.
Population : 18 000 habitants en 2022 et plus précisément les élèves des écoles de Kassoumay Poste 1 (540 élèves en 2025), Escale 1 (131 élèves), Kassoumay poste 2 (189 élèves en 2025), Santhié Sady (150 élèves).
- **Réalisations** : Réhabilitation du puits de l'école de Kassoumay Poste 1, réalisation de l'installation du pompage solaire, Réalisation d'un mini-forage avec système de pompage solaire dans les écoles de SanthiéSady Est et Escale 1 , construction de 20 latrines privées, construction des latrines publiques dans les 5 écoles.

Water is life

Par Dominique Gautier



- **Projet** : Le projet Water is life visait à sensibiliser élèves, enseignants et communautés aux conséquences du réchauffement climatique et à la rareté des ressources en eau. Il s'appuie sur une coopération entre des établissements scolaires partenaires de France, d'Espagne et de Turquie.
- **Objectifs principaux** : Promouvoir une utilisation durable de l'eau, former les enseignants et les élèves à l'impact du changement climatique. Développer des compétences en innovation et en technologie (STEM/STEAM), favoriser l'inclusion sociale et la coopération interculturelle.
- **Activités clés** : Formations pour enseignants sur la gestion de l'eau et le changement climatique, ateliers de développement de compétences technologiques (création de prototypes d'économie d'eau). Festival international de présentation des innovations, création de ressources pédagogiques (site web, e-book, brochures).

Karang Poste : Etat des lieux et perspectives du projet Eau et Assainissement dans la ville de Karang au Sénégal

par Patrick Erhard

La mission, qui s'est déroulée du 7 au 12 mai 2025, avait pour objectif la réception des ouvrages du projet Karang Poste. À notre arrivée au Sénégal, l'équipe (Michel Fontanel et moi-même) a été accueillie à l'aéroport par Ben Ndiaye, responsable de la coopération à la mairie de Karang. Après 3 heures 30 de trajet, nous rejoignons Karang Poste, une localité de la région de Fatick, au sud du pays. Créée en 1906 et érigée en commune en 2008, Karang est, comme son nom l'indique, un poste frontière avec la République sœur de Gambie. Sa position stratégique fait de la cité le poumon économique de la région du Niombato et du Siné-Saloum (parc national).

La commune de Karang Poste, qui compte 2 500 ménages, est dépourvue de système d'assainissement collectif (réseau) et d'une couverture correcte en assainissement privé (concessions) respectant les normes nationales. La nappe, qui affleure par endroits, se retrouve polluée dans certains quartiers, lesquels disposent de sources d'eau variées (puits). Cela se traduit par une recrudescence des maladies diarrhéiques.

La première étape de ce projet a consisté en une étude diagnostique prospective sur les pratiques d'hygiène et d'assainissement, visant à estimer les besoins réels de la population et à identifier les besoins d'accompagnement des structures publiques et privées de la ville.

La première cible du projet est constituée des écoles publiques situées dans cinq quartiers, avec un volet assainissement (construction de latrines), un volet eau (réhabilitation d'un puits et réalisation de deux mini-forages), ainsi qu'un volet formation à l'hygiène et à l'entretien des infrastructures. La deuxième cible regroupe les habitants du quartier de Karang Bah, avec la construction de latrines (une cabine) dans 20 concessions du type TMC double fosse, selon les normes de l'OMS, et la mise en place d'une formation à l'hygiène et à la vidange des fosses. La mairie, le représentant de l'association Alamouta, l'entreprise Salam Construction, ainsi que HSF ont été les principaux acteurs tout au long de la réalisation du projet.

Déroulement de la mission

Dès le lendemain, nous étions à pied d'œuvre de bonne heure. Une semaine était prévue pour visiter et contrôler les différents chantiers répartis sur les 20,88 km² que couvre la ville. Cela exigeait une organisation rigoureuse, heureusement, nous étions véhiculés.

Après un état des lieux des latrines publiques, en présence des différents acteurs du projet, nous avons dû déplorer de nombreuses malfaçons. Après des échanges, nous avons décidé de dresser la liste de tous les travaux à reprendre dans les plus brefs délais.

La visite s'est poursuivie dans le quartier de Karang Socé, où des latrines privées ont été construites dans 20 concessions. Bien que ce quartier soit le plus excentré (à 2 km du centre-ville), c'est aussi le plus agréable, baigné d'une certaine quiétude. De magnifiques arbres y créent des zones d'ombre qui rendent les déplacements moins éprouvants sous cette chaleur torride.

La priorité a été donnée à la visite de la latrine pilote, construite fin 2024, avec l'accord du propriétaire que nous avons félicité pour l'état impeccable de son édicule*. Chaque latrine a été inspectée en présence des familles et de l'entreprise. Tous les défauts ont été relevés, et les reprises nécessaires listées. Le bilan est globalement plus satisfaisant que celui des latrines publiques. Une réunion improvisée s'est tenue chez le chef de quartier avec les responsables des familles. Bien que nous ne puissions pas entériner la réception, empêchant ainsi les habitants d'utiliser les latrines, nous avons reçu de nombreux témoignages de gratitude de la population.



*Petite construction isolée dans l'espace public ou dans des lieux ouverts, aux usages et statuts variés

Volet Eau du projet

Les installations fonctionnent correctement. Le puits à pompage solaire de l'école de Kassoumay est opérationnel depuis octobre 2024. Le mini-forage avec pompage solaire de l'école Escalé 1 est très sollicité par les entreprises de maçonnerie, qui y construisent une nouvelle classe et un mur d'enceinte pour sécuriser le groupe scolaire. Du côté du quartier de Santhié Sady, le deuxième mini-forage est également en service. Sur l'ensemble des installations, quelques travaux de finition sont en cours, notamment le branchement en eau des latrines par réseau dans chaque école. Nous avons profité de notre présence pour organiser le branchement des latrines de l'école de Kassoumay (le plus grand réseau). Une journée et demie a été nécessaire pour le montage et les essais de débit, mais nous avons la satisfaction de voir ce travail achevé, et de surcroît, réalisé dans les règles de l'art.

Analyse de l'eau et sensibilisation

Un des temps forts de cette mission a été la venue de Mme Sarr, responsable du laboratoire de l'université de Ziguinchor, avec qui j'avais déjà travaillé sur le projet Diaroumé. Elle a effectué ce long trajet pour prélever des échantillons d'eau à différents points de captage (puits et mini-forages). En présence des enseignants, Mme Sarr a évoqué les problématiques liées à la qualité de l'eau et les procédures nécessaires pour en maintenir la potabilité (notamment la chloration). Cette intervention a été très appréciée. À noter que nous avons donné comme consigne aux enseignants, d'interdire la consommation d'eau par les élèves avant d'obtenir les résultats des analyses. Un cadenas a d'ailleurs été installé sur les robinets pour éviter tout risque.

Grâce à une pression constante, un suivi quotidien des chantiers, et une coordination rigoureuse des travaux tout au long de la semaine, nous avons obtenu des résultats probants, notamment sur les latrines privées. À ce jour, tous les défauts et finitions des latrines publiques ont également été corrigés. Une réception officielle, organisée par M. Diop (maire de Karang) le 22 juin en présence des notables et de la population, est venue entériner la fin des travaux.

En conclusion de cette mission, le projet a permis à plusieurs maçons locaux de se former, même si cela a eu un impact sur les délais de réalisation. Il est nécessaire que la commune de Karang développe davantage un service de maintenance communale, à l'instar du comité des écoles, qui semble capable de gérer les infrastructures et de continuer à diffuser les règles d'hygiène auprès des élèves. En ce qui concerne les latrines privées, étant donné l'excellent comportement et l'implication des familles bénéficiaires, je ne doute pas de la pérennité des installations.



Avant



Après

Projet Erasmus : Water is life

par Dominique Gautier

Ce projet est maintenant terminé. Il a permis d'approcher collectivement (avec des établissements scolaires français, espagnols et turques, leurs professeurs et leurs élèves ainsi qu'HSF) cette notion « L'eau, c'est la Vie » et de créer dans le cadre d'un projet ERASMUS les premiers éléments d'une bibliothèque d'outils pédagogiques.

Hydraulique Sans Frontières a fourni la matière première pour créer les contenus adaptés aux différentes classes d'âge des élèves, lors de sessions avec les professeurs, d'abord avec un apport théorique et scientifique sur le cycle de l'eau, puis sur l'impact du changement climatique. HSF a partagé aussi ses supports pédagogiques et ludiques utilisés lors des sessions ECSI régulièrement organisées pour et avec le grand public sur le rôle de l'eau, les différences dans l'accès à l'eau, et des jeux de rôles qui permettent d'entrer en empathie avec les différentes personnes en fonction du pays où elles vivent ainsi que de leur place dans la société.

Ces cours, après avoir été testés et ajustés en réel dans les classes pendant la durée du projet, avec restitution par les élèves et notation des exercices selon la grille établie collectivement par niveau, respectent le format des projets pédagogiques proposés dans le cadre ERASMUS et sont ensuite disponibles auprès de tous les établissements scolaires inscrits dans ce cadre.

A titre plus individuel, les jeunes ont pris conscience de leur possible impact sur le climat, du fait de leur consommation d'eau directe, comme indirecte, par les biens qu'ils consomment et leur mode de vie, mais aussi sur l'imminence des changements sur leur propre environnement. En effet, les lycées turcs et espagnols se situent au cœur de zones essentiellement agricoles, complètement dépendantes de l'irrigation et déjà en difficulté face au manque d'eau en Andalousie, dans la zone de la « Mer Blanche » des serres et aussi dans la région de Konya, le grenier à blé de la Turquie. Ce projet s'est donc aussi traduit par la réalisation, dans chaque lycée, d'une construction dédiée à économiser l'eau sur les systèmes d'irrigation.



Activités



Solidarité internationale en tension : Comment les ONG s'adaptent aux coupes budgétaires

par Marie-Paule REDOMBINA

Depuis 2023, de nombreuses organisations de solidarité internationale font face à une diminution marquée des financements publics, notamment de la part de l'État français et de certains partenaires européens et américains, en raison des récentes coupes budgétaires qui ont marqué l'entrée en fonction du Président états-unien. Dans un contexte de crises multiples, inflation, urgences climatiques, instabilités géopolitiques, les coupes budgétaires viennent fragiliser des projets vitaux, qui ont un impact sur la santé, la sécurité et le bien-être de millions de personnes à travers le monde, tout en contraignant les ONG à repenser leurs stratégies.

Une réalité budgétaire qui s'assombrit

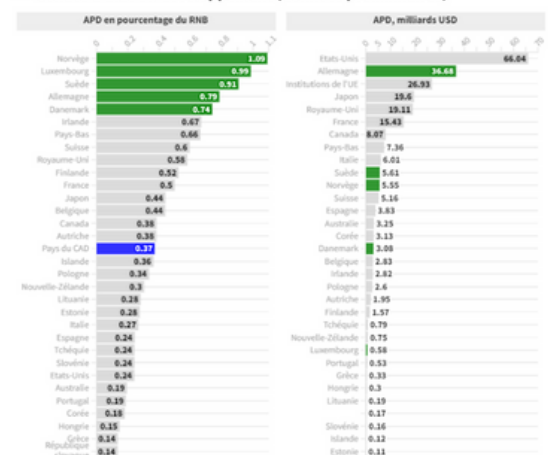
En 2023, la France a réduit l'aide publique au développement (APD), amputant environ 742 millions d'euros du budget initialement prévu pour 2024. Ces restrictions budgétaires ont des répercussions sur les projets de développement qui pour la plupart sont axés sur : l'accès à l'eau, à la santé, à l'éducation. Ces projets nécessitent un engagement sur le long terme, souvent sur plusieurs années, la précarisation des financements compromet donc directement leur viabilité.

Qu'il s'agisse de santé et d'éducation, ou encore d'accès à l'énergie, à l'eau potable et à l'hygiène, ils visent tous à garantir des Objectifs de Développement Durable. « Derrière l'APD de la France ce sont des centaines de projets menés en collaboration avec les sociétés civiles et les autres acteurs et actrices des pays partenaires, qui accompagnent des millions de femmes, hommes et enfants vivant dans des conditions précaires et dont les droits ne sont souvent pas respectés » [2]. En 2024, les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) ont versé 212,1 milliards de dollars, soit 0,33 % de leur revenu national brut combiné. Cette baisse touche la quasi-totalité des grands postes budgétaires : diminution de l'aide humanitaire (-9,6 %) et recul de l'aide à l'Ukraine (-16,7 %). La part de l'APD destinée aux pays les moins avancés diminue elle aussi de 3 %, alors même que ces derniers en ont le plus besoin [3].

Des projets fragilisés, des populations en première ligne

Dans les faits, les coupes budgétaires entraînent ou peuvent entraîner le gel ou l'abandon partiel de certaines actions déjà engagées. Les impacts sont immédiats : retards dans la mise en œuvre des infrastructures, suspension de formations locales, incertitudes pour les communautés bénéficiaires. Cette instabilité budgétaire renforce également la dépendance des structures locales aux bailleurs internationaux, là où l'objectif initial était au contraire de promouvoir leur autonomie.

Aide publique au développement (APD) en 2023, par les membres du Comité d'aide au développement (données préliminaires)



Sources des données : OCDE (2024), Flux par donateur (APD+ASP+prive) [CAD1].
Note : Les barres vertes représentent les donateurs qui ont atteint ou dépassé l'objectif des Nations unies de 0,7 % d'APD/RNB en 2023. (Graphique de gauche) : APD sur une mesure équivalente don par les membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE en pourcentage du revenu national brut (RNB). (Graphique de droite) : APD en équivalent-don par les membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE.



Historique des coupes opérées par la France dans son budget alloué à l'aide publique au développement :

- 2023 : Le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CIC) repousse de 2025 à 2030 l'objectif d'allouer 0,7 % du RNB de la France à l'APD. L'APD totale de la France mesurée par l'OCDE enregistre un recul de 13 % par rapport à 2022.
- 2024 : un décret porte annulation de crédits sur le budget général 2024 pour un montant de 10 milliards d'euros, dont 742 millions d'euros en moins pour la mission APD, soit la mission la plus affectée en proportion.
- 2025 : la loi de finances entérine une baisse de 37 % du budget alloué à la mission APD. Au moins d'avril, un décret porte cette coupe à 39 %, soit près de 2,3 milliards d'euros en moins pour la mission APD.
- 2026 : le projet de loi de finances tel qu'envisagé par le gouvernement prévoit une baisse de 700 millions d'euros du budget de la mission APD par rapport à la loi de finances 2025.

<https://focus2030.org/La-France-revient-sur-ses-engagements-en-matiere-d-aide-publique-au-developpement/>

[2] <https://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/CSUD-Note-PLF2025-TTFetTSBA.pdf>

[3] <https://www.coordinationsud.org/actualite/locde-alerte-sur-la-chute-historique-de-laide-publique-au-developpement-mondiale/>



Château d'eau à Diam -Diam (sénégal)



- Le plaidoyer renforcé : plusieurs associations et organisations poursuivent un travail de sensibilisation auprès de l'opinion publique pour réaffirmer l'importance de l'APD. En France, par exemple, Coordination Sud a lancé la campagne « **Pas une baisse de plus** ».

Une solidarité en tension

Si les ONG font preuve de résilience, la baisse continue des budgets met en péril des années d'efforts. Dans un monde traversé par les conflits, les dérèglements climatiques et l'instabilité économique, l'aide au développement ne peut être la variable d'ajustement des politiques publiques. Comme le soulignait récemment un rapport de l'OCDE, « l'aide publique au développement est plus que jamais un levier de stabilité, de justice et de prévention des crises ». L'avenir de la solidarité internationale dépendra donc de choix politiques clairs : soit celui de la continuité et de l'engagement, soit celui du repli avec les conséquences que cela implique pour des millions de personnes. Investir dans la solidarité internationale, ce n'est pas seulement un devoir moral, c'est aussi un enjeu géopolitique et humanitaire majeur.

Comment faire face - Des stratégies d'adaptation ?

Face à cette réalité, les ONG n'ont d'autre choix que de s'adapter. Plusieurs pistes sont aujourd'hui explorées :

- La diversification des financements : Les ONG cherchent de nouveaux bailleurs, notamment privés, à travers des partenariats avec des fondations ou des entreprises. Elles jouent aujourd'hui un rôle central dans le maintien de certains projets.
- La mutualisation des moyens : Certaines organisations coopèrent davantage pour réduire les coûts, mutualiser les compétences, ou mener des actions conjointes dans une logique de nexus*.
- La priorisation des projets : Dans un contexte de rareté des fonds, les associations sont parfois contraintes de faire des arbitrages, en privilégiant, par exemple, les zones les plus critiques ou les actions à fort impact sanitaire et social.



*L'approche Nexus lie l'aide humanitaire, le développement et la consolidation de la paix. C'est une approche imbriquée dans le temps, des différents projets visant différents objectifs (urgence et ODD) pour une même population.

Situation de nos projets à Madagascar

par Miary RAVELONJATO

Plus de 12 ans de collaboration à Madagascar

Présente à Madagascar depuis plus de douze ans, Hydraulique Sans Frontières (HSF) concentre ses interventions dans les zones rurales et isolées, où l'accès à l'eau potable reste un défi quotidien. Ce lien durable s'est construit au fil des années, en réponse à des demandes locales croissantes, et témoigne de l'engagement constant de l'association à améliorer les conditions de vie des populations malgaches.

Les besoins en eau, assainissement, hygiène et infrastructures demeurent considérables, notamment en milieu rural et semi-urbain. Malgré les efforts déployés par plusieurs acteurs locaux et internationaux, les infrastructures restent souvent vétustes et inadaptées, tandis que les effets du changement climatique aggravent la situation. Les sollicitations adressées à HSF au fil des années reflètent ces réalités et confirment l'urgence d'agir de manière ciblée et durable.

Madagascar, grande île de l'océan Indien située dans l'hémisphère Sud, est caractérisée par une forte disparité entre zones urbaines et rurales. Une grande partie de la population vit dans des zones enclavées, où l'accès aux services de base, notamment l'eau potable et l'assainissement, reste très limité. Ce contexte justifie pleinement l'intervention de HSF, qui adapte ses actions aux réalités locales et aux priorités identifiées avec les communautés.

Le manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement a des conséquences directes sur la santé publique, en particulier chez les enfants, les femmes et les personnes vulnérables. Les maladies hydriques restent fréquentes et affectent la scolarisation des enfants ainsi que les activités économiques des familles. Les femmes, souvent responsables de la collecte d'eau, consacrent plusieurs heures par jour à cette tâche, ce qui limite leur autonomie et leur participation à d'autres activités sociales ou professionnelles. En répondant à ces problématiques, les actions de HSF contribuent également à la promotion de l'égalité des genres, à la réduction des inégalités et à l'amélioration durable des conditions de vie.

Zoom sur les projets en cours

Hydraulique Sans Frontières mène actuellement plusieurs projets à Madagascar, répartis sur différentes zones géographiques et répondant à des thématiques clés, telles que l'accès à l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène.



Chaque intervention est pensée en cohérence avec les réalités locales, tant techniques que sociales.

a) Accès à l'eau potable

L'un des axes majeurs de l'action de HSF est le développement de projets d'adduction d'eau potable dans les zones rurales et semi-urbaines. Ces projets visent à offrir un accès durable à l'eau, tout en tenant compte des contraintes techniques et du contexte local.

Projet Ambohimangakely - Région Analamanga

Située dans le district d'Avaradrano, la commune rurale d'Ambohimangakely compte environ 12 000 habitants répartis dans 18 fokontany. HSF y mène actuellement une étude de diagnostic global en Eau, Assainissement et Hygiène, dans le but de concevoir des solutions d'infrastructures adaptées et durables. L'étude porte sur six fokontany prioritaires identifiés par la commune[4].

En matière d'alimentation en eau, la population est partiellement desservie par le réseau de la JIRAMA, tandis que certains ménages s'approvisionnent auprès de points d'eau non potable, tels que des puits traditionnels publics ou privés, des puits modernes publics ou privés sans pompe, des sources de bas-fond, des cours d'eau, ainsi que d'autres points de collecte.

Le projet doit composer avec une complexité technique : certaines zones seront prises en charge par d'autres programmes publics tels que le PAAEP ou JIRAMA Water III, tandis que d'autres restent sans solution claire. Une coopération étroite entre les parties prenantes est donc indispensable pour assurer la complémentarité des actions et la cohérence du projet.

Projet Fanivelona (Région Vatovavy)

Dans la commune rurale de Fanivelona, située à 8 km du district de Nosy Varika, l'accès à l'eau potable reste extrêmement limité. Les 23 000 habitants répartis sur 11 fokontany s'approvisionnent principalement dans la rivière Sakaleona, utilisée à la fois pour boire, se laver et laver le linge.

HSF a donc lancé un projet de construction de 18 puits répartis sur l'ensemble des fokontany : une première tranche de 9 puits est déjà en cours, tandis que les 9 autres seront réalisés dans une deuxième phase. Par ailleurs, quatre anciens puits seront réhabilités afin de compléter le dispositif existant et sécuriser davantage l'approvisionnement.

[4] Les fokontany sont les subdivisions administratives de base au niveau des communes à Madagascar.

b) Assainissement et hygiène

La question de l'assainissement reste un défi majeur à Madagascar. HSF y répond par des actions combinées de construction d'infrastructures et de sensibilisation communautaire, en particulier dans les écoles et les centres de santé.

Ambohimangakely

D'après les données recueillies, environ 98 % des foyers disposent d'un accès à une toilette, mais 45 % utilisent des latrines partagées avec d'autres ménages. Les installations sont souvent vétustes, incomplètes, voire insalubres. Le manque de moyens financiers empêche de nombreuses familles de construire ou de réhabiliter leurs latrines. De plus, le manque d'espace disponible constitue un autre frein majeur dans certains quartiers densément peuplés.

Le projet vise à renforcer les capacités des habitants par la sensibilisation, tout en identifiant les solutions techniques et sociales les plus adaptées au contexte local.

Fanivelona

Dans cette commune, la sensibilisation à l'assainissement est encore très limitée. La plupart des habitants ne sont pas habitués à utiliser des latrines, préférant encore les pratiques en plein air. Pour y remédier, HSF met en œuvre un programme de construction de latrines dans chaque fokontany, destinées à servir de modèles pour inciter les villageois à adopter de meilleures pratiques. Un effort particulier est porté sur les écoles : des latrines scolaires seront construites et des séances de sensibilisation au lavage des mains et à l'hygiène seront organisées. Des kits de filtration d'eau seront également distribués aux établissements partenaires.

Les contributions communautaires sont essentielles à la réussite du projet : transport des matériaux, creusement des trous, participation aux formations et construction des latrines individuelles sont assurés par les habitants eux-mêmes.



Témoignage :

Le chef Fokontany d'Antanilahy nous confie : « On tombe souvent malades à cause de l'eau ou de l'absence de toilettes. On aimerait que le projet de HSF nous donne des moyens pour construire nos latrines mais aussi pour que nous puissions boire de l'eau potable. »

Résultats et impacts

À Ambohimangakely, les zones d'intervention prioritaires identifiées par la commune sont : Ikianja (17 300 habitants), Tsarahasina (7 400), Ambohitrombihavana (2 600), Andranovao (5 100) et Antanetibe Ikianja (2 560). Toutefois, la zone d'Ikianja, de nature semi-urbaine est susceptible d'être prise en charge par les projets étatiques PAAEP et JIRAMA Water III. Par souci de coordination et pour éviter les doublons, HSF n'interviendra pas sur cette zone. En conséquence, le projet d'accès à l'eau potable devrait bénéficier à environ 17 000 personnes dans les autres fokontany.

À Fanivelona, le projet de construction et de réhabilitation de puits devrait permettre d'améliorer l'accès à l'eau pour environ 10 000 personnes réparties sur plusieurs fokontany. Cette intervention marque un tournant important pour les habitants, jusque-là contraints de dépendre de la rivière Sakaleona, souvent polluée.





Mission site Ambohimangakely (Madagascar)



HSF s'appuie sur une méthode rigoureuse d'évaluation des besoins, un dialogue constant avec les collectivités locales et une mobilisation croissante des communautés bénéficiaires.

Depuis plus de douze ans, Hydraulique Sans Frontières agit à Madagascar, dans un contexte marqué par de fortes inégalités d'accès à l'eau potable, à l'assainissement et aux infrastructures de base. Les projets développés à Ambohimangakely et Fanivelona illustrent l'approche globale de l'association : concilier expertise technique, sociale et participation communautaire.

Chaque action menée s'inscrit dans une démarche d'amélioration durable des conditions de vie des populations, en particulier les plus vulnérables. À travers ses interventions, HSF contribue à renforcer la résilience des communautés face au changement climatique, à promouvoir la santé publique, à réduire les inégalités, à soutenir l'éducation et à valoriser les dynamiques locales de développement.

Enjeux et perspectives

• Projets en cours de finalisation ou à venir

Les projets en cours à Ambohimangakely et Fanivelona ne représentent qu'une partie des actions menées par Hydraulique Sans Frontières à Madagascar. L'engagement de l'association s'inscrit dans une vision à long terme et dans une logique d'élargissement de son champ d'action sur l'ensemble du territoire.

Parmi les projets en cours de préparation, Sambaina, également situé dans la région Analamanga, est actuellement à la recherche de financements. Ce projet a pour ambition d'améliorer l'accès à l'eau potable dans une zone où les ressources sont présentes mais mal exploitées.

Deux autres projets sont en phase de maturation :

- À Sahamadio, dans la région Amoron'i Mania, où une mission exploratoire a permis d'identifier les besoins prioritaires et les potentiels points d'eau.
- À Ambohimalaza, dans la région Analamanga, où des premières études ont également été menées.



Château d'eau rive droite à Brickaville (Madagascar)



Thierry FEROTIN - Maire de Biviers

La solidarité internationale s'ancre dans le local à travers la communauté de communes du Grésivaudan

par Marie-Paule REDOMBINA

La communauté de communes du Grésivaudan, en Isère, s'est engagée aux côtés d'Hydraulique Sans Frontières dans le cadre du « **Projet d'alimentation en eau potable, aménagement de latrines et accompagnement à la gestion dans la commune de Fanivelona** » à Madagascar. Un partenariat qui illustre comment des territoires peuvent impulser des dynamiques concrètes de coopération internationale. Rencontre avec Thierry FEROTIN, maire de Biviers, commune qui nous rappelle que l'aide internationale commence souvent à l'échelle locale. Un cas modèle, en parfaite cohérence avec les orientations du 12e programme des agences de l'eau.

1. Comment la commune de Biviers a-t-elle été amenée à s'engager aux côtés d'Hydraulique Sans Frontières sur le projet de Fanivelona ?

Alors, déjà je connais Alain Mouflard de longue date, puisqu'il est Bivierois. Je connais aussi son histoire professionnelle précédente, je connais son engagement. Je connaissais Hydraulique Sans Frontières, je connaissais aussi, de mon ancienne vie, une autre ONG, Électriciens Sans Frontières, qui a aussi de fortes accroches locales. Je suis aussi un grand voyageur. Je suis sensibilisé à tout ce qui est solidarité internationale, et à sa nécessité. J'ai tout à fait conscience qu'en France en général, et à Biviers en particulier, moi y compris, nous sommes des privilégiés, et que ce privilège nous donne des devoirs et des possibilités.

2. Qu'est-ce qui a motivé la participation de votre mairie à ce projet international ?

Notre commune est privilégiée, je souhaite que la participation soit un peu généralisée à la population, c'est-à-dire que l'on ne soit pas dans un entre-soi de privilégiés, et donc que d'autres communes soient aussi engagées dans des démarches internationales, pour que Biviers ne soit pas une bulle, ni une parenthèse enchantée, comme j'aime à le dire, d'où cette ouverture à l'international, qui doit être partagée par toutes et tous les privilégiés bivierois.

3. Votre commune fait partie de la communauté de communes du Grésivaudan. En quoi cette appartenance a-t-elle facilité ou renforcé votre engagement ?

D'abord, pour ce qui est des moyens, nous, on a fait ce choix de parrainer l'action d'Hydraulique Sans Frontières, mais par contre, l'engagement financier est porté par la communauté de communes du Grésivaudan, parce qu'ils ont vocation à aider, dans certains cas, dans une proportion d'un certain pourcentage de leur budget, des actions internationales et des actions d'aide, ce qui n'est pas le cas de Biviers.

On n'a pas de budget spécifique pour apporter des aides à des associations quelles qu'elles soient, comme Hydraulique Sans Frontières. Alors, on le fait pour des associations locales, des associations ayant une action sur la commune, mais théoriquement, on n'a pas cette vocation d'aider des associations internationales, d'où l'importance de s'appuyer sur le Grésivaudan pour apporter cette aide.

Donc, c'est ce que j'ai fait, j'ai intercédé en faveur d'Hydraulique Sans Frontières auprès des présidents et vice-présidents du Grésivaudan. Ils ont accepté généreusement d'aider Hydraulique Sans Frontières.

4. Diriez-vous que l'aide internationale peut (ou doit) s'enraciner dans des initiatives locales ?

Bien sûr, comme je le disais tout à l'heure, le local s'appuie sur l'international, et l'international doit s'appuyer aussi sur le local. Et donc, on ne peut pas imaginer des actions d'ouverture sans des actions associatives. Il faut toujours penser au-delà, ne pas faire du nombrilisme, avoir une vision large des choses, et donc je pense qu'effectivement, systématiquement, il faut penser international dès qu'on pense local.

Moi, j'ai toujours tendance à raisonner d'abord en macroéconomie avant de faire de la microéconomie, donc je pense que c'est la même chose pour ce qui est de la solidarité, des solidarités, qu'elles soient locales ou internationales

5. Voyez-vous ce type de partenariat comme un modèle reproductible pour d'autres communes ou collectivités ?

J'espère (rires). En tant qu' élu, je pense qu'on a une vocation d'exemplarité vis-à-vis de nos populations, mais on essaie aussi d'être exemplaire vis-à-vis de nos collègues des autres communes. Et effectivement, régulièrement, on parle entre nous de ce que l'on fait, des actions qu'on mène, et puis il y a une émulation.

Alors, ce n'est pas particulier à ce type d'actions, mais quelles que soient les discussions qu'on a entre élus, on se dit : tiens, est-ce que je ne pourrais pas reproduire ce qui a été bien fait ailleurs dans sa commune, et réciproquement.

Donc, j'espère que j'ai créé des émules auprès de mes collègues.



6. A ceux qui disent que la solidarité internationale va trop loin ou qu'avant d'aider les autres, il faut pouvoir s'aider soi-même, à commencer par ceux et celles qui vivent sur notre territoire. Car la France, bien qu'étant un pays développé, connaît également des problèmes liés à l'eau potable, certes différents des problématiques du Sud mais ils existent.

C'est une question d'actualité. Dans mon éditorial, j'ai cité le pape. Je ne suis pas croyant et je le cite en toute liberté. L'ancien pape (*Pape François, ndlr*) hélas, il est décédé, a reçu J.D. Vance (vice-président des États-Unis, ndlr). Il a été l'un des derniers personnages publics d'importance à avoir visité le pape juste avant son décès. Il s'est fait remonter les bretelles parce que, justement, J.D. Vance avait développé une théorie sur l'être concentrique, c'est-à-dire qu'il faut d'abord s'aider soi-même, puis, une fois qu'on s'est aidé soi-même, on aide ses proches, on s'aide de proche en proche... et l'international arrive en dernier. Et le pape a dit que l'esprit catholique, ce n'était pas ça. Et donc voilà, vous avez la réponse. Cette réponse, c'est celle du pape.

7. Avez-vous mis en place des actions de sensibilisation, d'information ou de valorisation autour de ce projet à l'échelle communale ? Si oui, comment ce partenariat a-t-il été perçu par les habitants de Biviers ? Avez-vous observé de l'intérêt ou de la curiosité ?

Alors, on ne l'a pas encore fait, mais j'attends impatiemment de le faire. Parce que là aussi, comme j'expliquais, on ne veut pas cette petite bulle bivieroise, on veut cette ouverture. Et donc, avec Alain Mouflard, c'est aussi une des motivations, parce que sa proximité, l'engagement qu'il porte et la pédagogie qu'il va amener auprès des élèves, justement, vont permettre de valoriser, auprès des enfants bivierois qui vivent un peu dans un monde à part, qu'il y a des pays qui n'ont pas du tout les mêmes approches et les mêmes facilités que ce qu'on rencontre à Biviers. Et je pense que c'est extrêmement important que nos enfants découvrent cet autre aspect du monde[5].

8. Seriez-vous prêt à renouveler un tel engagement dans le futur ? Sur quelles thématiques ou zones géographiques vous laisseriez-vous emporter selon l'urgence ?

Alors, il peut y avoir effectivement les notions d'urgence. D'ailleurs, on a aidé financièrement Mayotte après le cyclone. C'est l'Association des maires de France qui a sollicité les maires dans ce cadre-là et donc, on avait répondu positivement en donnant un peu d'argent pour la reconstruction de Mayotte. Alors plus proche, on l'a fait aussi pour la Bérarde, suite aux graves inondations qu'a subies notre commune iséroise. Ça ce sont des urgences de cette nature, quel que soit le lieu de l'urgence. Et puis, ça peut être aussi par opportunité, parce que finalement, quelquefois, c'est une rencontre qui fait que ça déclenche l'envie de participer à quelque chose, une nouvelle aventure.

Et si on me propose une nouvelle aventure, moi, j'aime bien sauter sur les chevaux. Les nouvelles aventures qui me sont proposées, je ne rechignerais pas à la chose. En tout cas, je la verrais sûrement sous un jour favorable.

9. Quels conseils donneriez-vous à une mairie ou une communauté de communes qui souhaiterait s'engager dans une démarche de solidarité internationale ?

Moi, je dirais : un seul conseil, n'hésitez pas, faites confiance. Il y a quand même un certain nombre d'associations qui jouent de cette solidarité, de cette sensibilisation, et qui ont profité de cette situation et c'était un vrai scandale. Moi, je suis absolument scandalisé par certaines associations, par leurs comportements et par les bénéfices qu'elles peuvent tirer indûment, juste en jouant effectivement sur ces gens qui ont envie d'apporter de la solidarité. Mais, mis à part ce petit bémol, il y a quand même énormément d'associations dont HSF qui ont une action engagée, une action positive et désintéressée, et celle-là, il faut absolument les aider.



Mission site Fanivelona (Madagascar)

[5] <https://www.gescod.org/quest-ce-que-lecsi/>



Sensibilisation conduite par l'ONG ACDev à Tomety (Togo)

Pour une pérennité des projets, il est essentiel de travailler avec des partenaires locaux

par Marie-Paule REDOMBINA

Dans les pays du Sud, les infrastructures hydrauliques sont synonymes d'espoir : espoir de voir diminuer les maladies hydriques, de gagner du temps sur la corvée d'eau, de bâtir un avenir plus stable. Mais, pour qu'un projet tienne sur la durée, un principe fondamental guide l'action d'Hydraulique Sans Frontières : travailler main dans la main avec les partenaires locaux. Sur le terrain, ce sont les partenaires, associations locales, élus, techniciens, comités villageois qui permettent aux projets de s'ancrer durablement.

Des solutions techniques adaptées

Chaque région a ses réalités : nature du sol, saisonnalité, organisation sociale, pratiques culturelles. En impliquant des partenaires locaux dès la phase d'étude, HSF s'assure que les choix techniques (type de forage, château d'eau, pompe manuelle ou solaire, emplacement, etc.) répondent réellement aux besoins.

Une appropriation renforcée

L'un des défis majeurs de tout projet de développement reste son appropriation par les bénéficiaires. Pour HSF, cela passe par la création de comités de gestion, composés d'habitants du village, formés à l'entretien des ouvrages, à la collecte et à la médiation locale. «*Nous intervenons pour rappeler les règles d'hygiène lorsqu'on entretient les latrines ou la pompe. Nous intervenons aussi quand la cour d'une maison est sale. Lors des sensibilisations et réunions, nous rappelons les règles d'hygiène. Même sur la route de l'école, si la tenue d'un élève est sale, on lui rappelle les règles d'hygiène.*»

«*Quand quelqu'un ne respecte pas les règles d'hygiène, nous allons au comité, nous appelons la personne et nous la sermonnons. Nous intervenons aussi quand on observe un manque d'hygiène dans la maison d'une personne : on la rappelle à l'ordre. Quand une personne n'utilise pas bien les latrines ou le forage, on l'interpelle et on le lui rappelle. Au cas où cela continue, on la fait venir devant le comité.*»

note un membre du comité de gestion interrogé dans le cadre de l'évaluation finale du projet d'accès à l'eau potable et aux latrines publiques dans 8 villages de la région Maritime au Togo (Tomety phase 4). Cette dynamique d'appropriation est aussi renforcée par les échanges constants avec les partenaires locaux, qui adaptent les messages de sensibilisation aux réalités socio - culturelles, en langue locale.

Générer de l'emploi local

En collaborant avec des artisans, des entreprises et des techniciens locaux, HSF favorise également la création d'emplois directs et indirects. Maçons, plombiers, etc, mais aussi formateurs et animateurs sont mobilisés tout au long du projet. C'est une manière de valoriser les compétences locales, de stimuler l'économie et de renforcer les capacités du territoire.

Travailler avec les partenaires locaux n'est pas un luxe, mais une condition indispensable pour que les projets d'accès à l'eau soient pertinents, durables et porteurs de changement. Chez HSF, c'est une conviction, mais surtout une pratique de terrain, éprouvée depuis plus de 30 ans.





Paroles de bénéficiaires :

Le projet d'accès à l'eau potable et aux latrines publiques dans 8 villages de la région de Tomety, au Togo, pour la phase 4 a pour but d'améliorer les conditions de vie des bénéficiaires et d'alléger la corvée d'eau, en passant par l'amélioration des conditions sanitaires, de l'accès à l'eau potable, à l'assainissement, ainsi que la réduction de la défécation à l'air libre.

À l'issue de l'évaluation finale du projet, la population bénéficiaire est revenue sur l'importance de la réalisation de ces ouvrages pour l'accès à l'eau, l'assainissement et la sensibilisation à l'hygiène :



“
Nous ne pourrions vaincre aucune des maladies infectieuses qui affligent les pays en développement tant que nous n'aurons pas gagné la bataille pour l'eau potable, l'assainissement et les soins de santé de base.

”

Koffi Annan, ancien Secrétaire
Général des Nations Unies.



«On avait vraiment besoin de ces choses ; avant, nous allions dans la brousse pour faire nos besoins, et si, par malheur, un serpent te mordait les fesses, tu pouvais mourir. Nous avions aussi peur que, lorsque tu fais tes besoins dans la brousse et qu'un chasseur passe, si les feuilles bougent, il croie que c'est un gibier et tire sur toi. Et c'est la mort».

«Nous, les filles, au moment de nos menstrues, nous ne trouvions pas d'eau pour nous laver le corps ou les mains. Nous nous baladions comme ça, avec des odeurs».

«Avec les sensibilisations, les consultations pour les maladies liées à la DAL ou aux maladies hydriques sont rares. Les gens ne souffrent plus de maux de ventre, de diarrhées et autres. Nos enfants sont maintenant en bonne santé et travaillent mieux à l'école. Nous arrivons à épargner de l'argent avec la vente de l'eau. Les femmes, aujourd'hui, sont plus libres et en profitent pour mener leurs activités. Les sensibilisations ont changé beaucoup de choses chez nous : on portait des habits sales et l'on mangeait sans se laver les mains, mais aujourd'hui, avec la sensibilisation, on se lave et on lave régulièrement nos habits ; on entretient les alentours de nos maisons et nous lavons les fruits avant de les manger».

DÉLÉGATIONS



Dans cette partie de notre revue, nous faisons le point sur les délégations d'Hydraulique Sans Frontières, en particulier celles du Sud-Est et du Sud-Ouest. Ce numéro vous propose un entretien avec Dominique Gautier, Vice-présidente et déléguée régionale du Sud-Est.

Les délégations jouent un rôle clé dans la dynamique associative : organisation de rencontres locales, actions de sensibilisation, recherche de financements, participation à des événements régionaux et suivi des projets. Vous retrouverez un aperçu de leurs activités dans les pages qui suivent.



Entretien avec DOMINIQUE GAUTIER, Vice-présidente et responsable délégation Sud-Est

par Marie-Paule REDOMBINA

• Pouvez-vous vous présenter en quelques mots ?

Lyonnaise d'adoption, citadine, voyageuse, dynamique et engagée, je mets à disposition d'HSF et de ses bénéficiaires mon énergie et mes expériences.

• Quel est votre parcours professionnel et associatif avant de rejoindre Hydraulique Sans Frontières ?

Ingénieur Electricien d'abord, puis 40 ans de carrière au sein de grands groupes internationaux de l'industrie ABB, POMPES GRUNDFOS, SICAME, j'ai souhaité à l'heure de la retraite mettre à disposition d'HSF et de ses bénéficiaires mon envie d'agir, d'être utile dans ce que je sais faire.

• Qu'est-ce qui vous a motivée à vous engager au sein d'HSF ?

J'ai été sensibilisée, lors de voyages dans différents déserts, en Afrique et ailleurs, à la question du manque d'eau : quand vous voyez de jeunes enfants porter des gros bidons aussi gros qu'eux, quand vous faites la queue pour remplir une petite gourde dans le village, quand vous êtes content, après deux ou trois jours, d'avoir sauvé un demi-litre d'eau pour un lavage rapide au bivouac, et que vous avez envie d'eau fraîche en quantité et d'une douche.

En charge de l'activité Eau et Assainissement au sein de Grundfos, j'ai compris aussi qu'il y avait des solutions techniques, pourvu que le besoin soit bien défini, les projets montés et financés.

En détour de ma carrière, j'ai choisi de me former au management global de projet humanitaire au sein de Bioforce, ce qui a consolidé et calé les questions éthiques et de redevabilité, sensiblement différentes dans le monde des ONG de celles du domaine privé des entreprises, la notion gagnant-gagnant se traduisant en valeur humaine et plus en termes financiers.

• Quel a été votre premier contact avec la délégation Sud-Est ?

Au sein de GRUNDFOS, j'avais travaillé aux côtés de Lucien Delorme, qui m'a « initiée » à certains thèmes :

l'eau pour les plus démunis, les techniques alternatives, le pompage solaire et les journées mondiales de l'eau.

• Comment percevez-vous votre rôle en tant que responsable de la délégation Sud-Est ?

Le responsable de la délégation Sud-Est a plusieurs rôles : il anime l'équipe de bénévoles de sa délégation, pilote le bon déroulement des projets pris en charge par ceux-ci, veille à compléter les équipes, recrute les nouveaux bénévoles, apporte du soutien comme facilitateur. Il est aussi en animation transverse d'HSF, par son rôle au sein de différents comités de décision et d'arbitrage : communication, financement, et engagement. Enfin, membre du Bureau, il contribue à définir et conduire la stratégie d'HSF, sur ses orientations, son organisation RH et dans la communication avec les réseaux partenaires.

• Quelles sont, selon vous, les priorités actuelles de cette délégation ?

La priorité est à l'engagement des nouveaux bénévoles, à leur montée en capacité en tant que chef de projet (pour un passage de relais et une transmission en souplesse avec les plus anciens) à horizon 3 ans, ou à l'adjonction de nouvelles compétences (RH, communication, IA).

• L'accès à l'eau, c'est un combat humain, politique, environnemental... Qu'est-ce que cela représente pour vous ?

L'eau, c'est la santé, la dignité, et donc la liberté de choisir sa vie.

• Quelles valeurs vous portent dans cet engagement ?

Le respect de chacun, le partage et la transmission (je viens te donner ce que je sais et peux faire).

• Un lieu dans le monde qui vous a marqué ?

Lalibela en Ethiopie



• Votre « truc à vous » pour garder l'énergie au quotidien (rituel, sport, passion...)

Pour garder de l'énergie, je bouge en musique et je pense ailleurs.

• Et enfin... si vous deviez résumer votre engagement en une phrase ou une image, ce serait quoi ?

La photo souvenir de l'inauguration de mon premier projet terrain avec HSF (donc à inventer).



Rencontre délégation sud-ouest

Dominique GAUTIER prend la responsabilité de la délégation SUD - EST d'HSF en relais de Lucien Delorme, pour animer les bénévoles dans la vie de l'association et de ses projets.

par Dominique Gautier

Les temps forts de la réunion délégation SUD EST du 19 juin :

- Nous avons accueilli Baptiste Farnoux, qui prend le relais de Naomi Piegay pendant son congé maternité. L'expérience de nos chargés de suivi de projets est clé et garantit la qualité de nos projets, de la phase d'émergence à leur évaluation finale.
- Nous confirmons, dans le cadre de nos orientations stratégiques, notre intérêt pour le Cameroun, au titre de nouvelle zone géographique pour les projets HSF.
- Une formation pour tous, afin de participer aux équipes projets selon les valeurs défendues par HSF, aura lieu mi-octobre, afin de renforcer l'intégration de nouveaux bénévoles : Nous porterons notre attention sur le parrainage des futurs volontaires chefs de projets.
- Nous lançons un appel aux volontaires pour se sensibiliser à l'usage de l'IA, à venir fin 2025.
- En ce qui concerne le portefeuille de projets en attente, nous souhaitons travailler plus en amont avec nos bailleurs, publics comme privés, et proposons dans cette édition de l'Ech'eau la liste des projets, selon leurs différentes étapes actuelles, afin que chacun puisse anticiper et construire les partenariats répondant au plus près à ses critères de choix ou d'orientation.

Les temps forts de la réunion délégation SUD - OUEST du 21 juin

par Hubert Leclerc

Les membres de la délégation Sud-Ouest se sont réunis le 21 juin à Bordeaux. 11 participants en présentiel et 3 en distanciel. Après un repas pris ensemble, la réunion a démarré par la présentation des nouveaux bénévoles. Ensuite, notre nouveau président HSF, Pierre Mazingue, a adressé son message relatif aux travaux de réflexions menés en 2024 sur l'évolution de l'association et ses orientations pour les 3 ans à venir. Ensuite, un point précis sur l'avancement de tous les projets Sud-Ouest a été fait par les différents chefs de projet. Cela a été l'occasion de constater le démarrage en phase d'exécution du premier projet mené entièrement par la délégation Sud - Ouest : le projet BASSAR 4 au TOGO. Une présentation détaillée du Drive de HSF a été faite à tous les participants. Cela a permis de constater que certains membres ne disposaient pas des accès dont ils devaient bénéficier. Tout a été régularisé depuis. Un compte rendu de l'AG HSF du 17 mai 2025 comportant les recommandations sur la nouvelle gouvernance de l'association a clos la réunion.

S'agissant du projet d'étude d'adduction d'eau potable et d'assainissement dans la commune de Bassar4, commune située dans le nord du Togo, région de Kara, il a démarré en août 2025. De nombreux petits villages de la commune souffrent d'une pénurie chronique d'eau, l'assainissement est très limité et la collecte des déchets inexistante. La mission exploratoire qui a eu lieu en novembre 2022 a donné suite à un projet d'étude pour définir les ouvrages et actions d'accompagnement à mener dans les 6 villages des 2 cantons de la commune : Kawa Peulh, Tchaboua Losso, Koundoum, Sowali, Koundoum Ta et Sanda Té. Par ailleurs, le lycée de Sanda Kagbanda, chef-lieu de canton, est dépourvu de latrines alors qu'il accueille à l'heure actuelle 602 lycéen(e)s et 30 enseignants.

Le projet global comprendra plusieurs phases : études puis travaux. L'objectif est de réaliser une étude pour établir un avant-projet sommaire des futurs ouvrages nécessaires pour répondre aux besoins en eau potable des bénéficiaires. Cette étude permettra également de réfléchir à la mise en place d'une gestion efficace des ouvrages et de concevoir les futurs travaux, formations et sensibilisations pour répondre au mieux aux problèmes d'hygiène et d'assainissement qui seront soulevés dans les enquêtes. Des infrastructures qui bénéficieront à plus de 5000 personnes.

Récapitulatif de nos projets

Pays	En qualification pour 2026 ou 2027	Projets en montage pour 2026	Projets en cours de financement 2025	Projets en cours
BÉNIN		• Zogbodomey – Renforcement alimentation en eau potable – Bénéficiaires : 25326 habitants • Ifangni – Travaux de réhabilitation pour alimentation en eau, assainissement et aide à la gestion – Bénéficiaires : 1300 habitants en 2023 – 3 400 élèves et 100 enseignants.		
CAMEROUN	• 5 Villages Canton de Bapi proche de Bafoussam – Etude pour le renforcement de la desserte en eau potable de la commune et de l'assainissement en milieu scolaire – Bénéficiaires : 3500 habitants • Lendong – Prestation étude pour le renforcement de la desserte en eau potable.	• 4 villages NKOLDJOBE, NKOLAKIE, NKOLNYADA, BITSINGDA sur la commune d'Okola – Etude pour le renforcement de la desserte en eau potable de la commune et de l'assainissement en milieu scolaire – Bénéficiaires : 8 000 habitants		
CÔTE D'IVOIRE	• Les villages de Nangbérékaha et Séguébé (Région du Poro) et le village Piste Fromager (Région Sud-Cote) Objectif : Faire un état des lieux de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement et rencontrer les acteurs concernés.			
MADA GASCAR	• SAHAMADIO – Etude des ressources en eau • AMBOHIMALAZA – Etude ressource en eau		• Sambaina – Etude et travaux d'accès à l'eau potable dans la commune – 10 000 habitants – 115 790C	• Ambohimangakely : Etude pour le renforcement de la desserte en eau potable – Bénéficiaires : 120 000 habitants – Budget : 95 000 € • Fanivelona – Travaux d'accès à l'eau potable – Bénéficiaires : 20 000 habitants – Budget : 158 000 €

Pays	En qualification pour 2026 ou 2027	Projets en montage pour 2026	Projets en cours de financement S2 2025	Projets en cours
CONGO BRAZZA VILLE		• Linzola, district de Goma – Tsétetsé département de Pool – Bénéficiaires : 9000 habitants		
SÉNÉGAL			• Sinthiou Mamadou Boubou (SMB) – Projet d'accès à l'eau potable pour 2 villages Bénéficiaires : 1 400 habitants – Budget : 331 700C • 9 villages de la Commune de Diaroumé – Travaux suite du projet d'étude pour l'amélioration d'accès à l'eau potable et à l'assainissement – Bénéficiaires : 12 900 habitants – Budget : 359 000 €	• Région de Kédougou : Programme AFD structuration d'un itinéraire culturel avec volet eau d'étude et de mise en place d'ouvrages, gestion et sensibilisation – Bénéficiaires : 6600 habitants – Budget : partie étude = 65 600C. Partie travaux : 268 400 €
TOGO	• Gboto Assigamé se situe dans la commune semi-urbaine de Yoto – Projet d'étude pour le renforcement de l'adduction en eau potable.	• Canto d'Helota – Commune de Kéran2 – Objectif : contribuer à la recherche de solutions pour pallier durablement au problème récurrent de pénurie d'eau et d'insuffisance d'infrastructures d'assainissement dans la région de Kara, et particulièrement dans le canton de Helota. • Village de Danyi Elavanyo (Commune de Danyi 2) – Objectif : Etudier la faisabilité d'alimenter en eau le village par un seuil en rivière. • Tchitchao 3 – Extension de l'AEP – Bénéficiaires : 5 500 habitants	• Yadé Kara – Projet d'accès à l'eau potable dans le village de Yadé – Bénéficiaires : 5300 habitants – Budget : 333 600C • Agodomé – Projet d'accès à l'eau potable et à l'assainissement , rénovation de salle de classes dans le village d'Agodomé –Bénéficiaires: 3 800 habitants et élèves – Budget : 255 600C • Tembo – Projet d'accès à l'eau potable dans le village de Tembo – 1 200 habitants – Budget : 240 000C • Kpete Mepassem – Bena, Mairie Wawa 1, prefecture Wawa – Bénéficiaires : 4 500 habitants – Budget : 97 000C • Klabe Efoukpa, mairie de Wawa 3, prefecture de Wawa – Bénéficiaires : 7 200 habitants – Budget : 130 000C	• Canton de Gbatopé : Projet d'étude pour adduction eau potable et construction latrines – 5 villages – Bénéficiaires : 14 500 habitants – Budget : 190 000 € • Kpadapé : Projet étude pour l'accès à l'eau potable dans 4 villages – Bénéficiaires : 11 000 habitants – Budget : 169 000 € • Bassar 4 : Projet d'étude et travaux d'accès à l'assainissement – Bénéficiaires – 3 300 habitants – Budget : 129 900 € • Babadé : Projet travaux d'accès à l'eau potable dans le village de Babadé – Bénéficiaires : 303 600 € • Tchitchao : Projet de renforcement du service public de l'eau existant dans 2 villages – Bénéficiaires : 5 500 habitants – Budget : 75 700 €



Image d'illustration

AG : So coopération

par Hubert Leclerc

Le 18 juin 2025, s'est tenue à Bordeaux l'Assemblée générale de l'association SO Coopération. Cette association accompagne toutes les associations impliquées dans les actions de solidarités internationales présentes dans la région « Nouvelle-Aquitaine ». HSF Sud-Ouest était présent à cette AG. Les comptes annuels 2024 présentent un déficit de 10 868 € pour des recettes de 786 263 €. Le budget prévisionnel 2025 est prévu à l'équilibre, avec des recettes de 629 350 €, en baisse de 20 % essentiellement dû à une baisse significative des subventions en 2025. Cette AG a été une occasion de réfléchir à comment penser un narratif mettant en lumière la force des territoires dans la coopération internationale. Le terme « aide au développement » sera certainement remplacé par « actions de solidarités » et « accompagnement aux activités durables ».

AG COALITION EAU (Le mouvement des ONG françaises engagées pour les droits humains à l'eau et à l'assainissement et pour le bien commun)

par Dominique Gautier

HSF adhère à Coalition Eau, qui assure le plaidoyer des ONG actives dans le domaine EAH auprès des instances politiques et onusiennes.

L'AG a abordé différents sujets d'actualité, au-delà de ses points obligatoires, dont :

- Les inquiétudes sur les conséquences pour la solidarité internationale ainsi que l'aide publique au développement, liées aux coupes budgétaires qui se poursuivront aussi en 2026, malgré un plaidoyer auprès du Président de la République.
- La baisse de l'USAID qu'il faudrait compenser pour tenir les ODD à l'horizon 2030.
- Quelques priorités aussi en France : accès à l'eau des publics en marge, et des populations d'Outre-Mer...
- La préparation de la conférence de l'ONU en 2026 avec comme objectif prioritaire pour les ONG :
 1. Le financement de la WASH humanitaire
 2. L'adaptation au changement climatique dans le domaine de l'eau
 3. La coopération internationale et les financements internationaux pour l'eau
 4. La gouvernance locale de l'eau et l'approche par les communs
- Les recommandations aux candidats aux prochaines élections municipales pour renforcer les financements pour la solidarité décentralisée Eau et Assainissement.
- La réflexion sur la nouvelle stratégie 2026-2030 de Coalition Eau (travaux jusqu'en juin 2026), un cadre logique pour son prochain programme d'activités 2027-2030 (programme 8), une charte de fonctionnement révisée, une feuille de route genre (tendance globalement émergente en 2025), une fiche descriptive des partenariats de la Coalition Eau.
- **Un groupe de réflexion s'est réuni cette même journée sur le thème « Comment définir et mettre en œuvre une gestion de l'eau commun afin de garantir une approche durable, équitable et démocratique ? ». Il intègre différentes approches sur la gouvernance de ce commun, le partage des usages et les différentes perceptions de la valeur de l'eau.**

Rencontre Fonds Eau : Développer les services d'eau et d'assainissement en intégrant une approche genre – Synthèse de la rencontre du 2 juillet 2025 dans les locaux de la Métropole de Lyon, avec le soutien du PS-EAU

par Dominique Gautier

La promotion de l'égalité fait partie des priorités de la Métropole de Lyon sur les projets qu'elle soutient, et les objectifs de développement ODD5 et ODD6 (autonomie des femmes et des filles, ainsi que l'accès à l'eau et à l'assainissement) peuvent se combiner et se renforcer l'un l'autre. Cet effet « lunette genre » est une attente forte des bailleurs publics, et HSF s'engagera à prêter une attention spécifique et transversale dans la présentation et la réalisation de ses projets futurs. Cela entraîne un programme de sensibilisation de nos bénévoles, de nos salariés et de nos partenaires privilégiés sur le terrain, ainsi que l'identification de « référents genre ».

1 fille sur 10 manque l'école pendant ses règles, la corvée d'eau repose essentiellement sur les femmes et les filles ; la mortalité infantile ou celle des femmes est fortement dépendante de la qualité de l'eau ; les points d'eau éloignés et la défécation à l'air libre aggravent l'occurrence des violences faites aux femmes. Or, les femmes sont très peu présentes dans les comités de gestion de l'eau, et encore moins parmi les dirigeants des opérateurs d'eau. Elles participent peu aux prises de décisions. Le changement sera difficile, et les hommes doivent être sensibilisés aux enjeux, faute de quoi il sera très lent. Le PS-Eau vient de publier une note de synthèse qui est présentée pendant la session et propose une approche transversale des étapes des projets :

- L'étude de faisabilité doit inclure les publics discriminés, avec une approche intersectionnelle et des groupes focus : castes, ethnies, femmes, personnes en situation de handicap...
- Les actions de sensibilisation doivent être genrées et tenir compte des contraintes (disponibilités, niveau scolaire, légitimité dans l'espace public).
- La localisation des bornes-fontaines doit être décidée avec les utilisatrices, y compris les fontainières futures. Celles-ci doivent être formées à l'encaissement.
- La conception et l'emplacement des latrines doivent aussi se faire avec les groupes discriminés.
- Les femmes doivent être identifiées dans les comités de gestion.
- Les femmes peuvent et doivent être formées aux premiers niveaux de maintenance (voir l'expérience positive d'Inter Aide à Madagascar).



Image d'illustration - Fleuve Bas-Mono (Togo)

TECH'EAU PARTENAIRE



Dans le monde, plus de 2 milliards de personnes n'ont pas accès à une eau potable salubre, et près de 4 milliards vivent sans installations sanitaires adéquates. Cette situation affecte directement la santé, la dignité, l'éducation et le développement économique des populations, en particulier dans les zones rurales et défavorisées.

Au sein d'Hydraulique Sans Frontières, nous savons que, pour relever ces défis majeurs, il est indispensable de pouvoir compter sur des partenaires financiers solides et engagés. Leur soutien permet de mener des projets adaptés aux besoins locaux, qui améliorent durablement les conditions de vie des bénéficiaires.

Géotec : soutien au projet Diaroumé au Sénégal

Grâce à l'appui de Géotec, nous avons mené une étude visant à améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement dans neuf villages de la commune de Diaroumé, pour 12 900 bénéficiaires.

Ce projet avait pour objectif de répondre aux problématiques d'hygiène et d'assainissement, en mettant en place des infrastructures durables et adaptées aux réalités locales, tout en sensibilisant les populations aux bonnes pratiques d'hygiène. Il s'agit d'une étape essentielle pour réduire les maladies liées à l'eau insalubre et favoriser un environnement sain.



Grundfos : partenaire du projet Komsilga au Burkina Faso

Pour 8 600 personnes bénéficiaires, Grundfos a apporté sa pierre à l'édifice dans le cadre d'une étude et d'un projet pilote pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement de la commune de Komsilga, au Burkina Faso. Son engagement a favorisé l'autonomie et le bien-être des habitants, avec des impacts directs sur les plans sanitaire et environnemental : diminution des maladies hydriques et réduction de la défécation à l'air libre.

Sur les plans économique et social, le projet a permis la création d'un dynamisme local durable grâce à la génération de nouveaux emplois (maintenance, boutiques multiservices), un gain de temps pour les femmes désormais disponible pour des activités génératrices de revenus ainsi qu'une diminution des dépenses de santé. Ce projet a mis l'accent sur la pérennité des ouvrages et la formation de gestionnaires locaux, éléments indispensables pour garantir un accès durable à l'eau et aux services d'assainissement.

Nous souhaitons aussi remercier la Fondation Grundfos qui a décidé début 2025, de nous accompagner sur 3 années, comme l'un des partenaires de son projet Volunteers et de sa politique RSE. Ce programme permet et invite chaque salarié GRUNDFOS dans le monde entier, à contribuer à des projets de solidarité, sur son temps de travail et dans son domaine de savoir-faire, qu'il s'agisse d'étude technique, de formation, de communication, de logistique entre autres.

Nous tenons à remercier chaleureusement Géotec et Grundfos pour leur engagement fort et leur confiance. Leur soutien concret illustre combien il est crucial que chacun, à son échelle, contribue à faire avancer la cause de l'accès universel à l'eau et à l'assainissement, leviers essentiels pour la santé, la dignité et le développement des communautés à travers le monde.

Parce que chaque contribution compte, leur engagement donne vie à des projets porteurs d'espoir.

Sigles et abréviations

- APD : Aide publique au développement
- DAL: Défécation à l'air Libre
- EAH : Eau Assainissement Hygiène
- ECSI : Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale
- HSF : Hydraulique Sans Frontières
- IA : Intelligence artificielle
- Objectifs de Développement Durable (ODD)
- OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques
- OMS : Organisation Mondiale de la Santé
- ONG : Organisation Non Gouvernementale
- PAAEP : Projet d'Amélioration de l'Accès à l'Eau Potable de Madagascar
- RH : Ressources humaines
- RSE : Responsabilité sociétale des entreprises
- USAID : Agence des États-Unis pour le développement international



Nos financeurs

Agence de l'eau
Agence de
développement



Syndicats des eaux



SYNDICAT MIXTE DU LAC D'ANNÉCY

Collectivités
territoriales



Fondations et
organismes privés



Antigone



L'eau, un droit pour tous!



ASSAINISSEMENT



EAU POTABLE



EDUCATION AU DÉVELOPPEMENT



MISE EN PLACE DES SERVICES PUBLICS DE L'EAU



FORMATION TECHNIQUE

2,1 milliards de personnes, soit **30 %** de la population mondiale, n'ont toujours pas accès à des services d'alimentation domestique en eau potable et **4,4 milliards**, soit **60 %**, ne disposent pas de services d'assainissement gérés en toute sécurité. **OMS**



Association de solidarité internationale créée en 1990, **Hydraulique Sans Frontières** est spécialisée dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. A travers la réalisation d'ouvrages d'adduction d'eau potable et de latrines, elle contribue à une amélioration significative des conditions de vie des populations locales. Nous intervenons dans plusieurs pays : Sénégal, Bénin, Burkina-Faso, Togo, Cameroun, Côte d'Ivoire et Madagascar.

Si vous souhaitez soutenir **nos actions**, faites un don à **Hydraulique Sans Frontières**. Retournez-nous le bulletin ci-dessous.
Nous vous ferons parvenir un reçu fiscal qui vous permettra de déduire de **vos impôts 66 %** de votre don (pour les particuliers dans la limite de **20 % de votre revenu imposable**) et à **60 % de l'impôt** sur les sociétés.

Bulletin d'adhésion et de soutien à Hydraulique Sans Frontières

NOM :
Prénom :
Adresse :

E-mail :
Tel :
Profession :
Comment avez-vous connu HSF ?

☐ : Je soutiens l'association Hydraulique Sans Frontières :
Montant :

☐ : Je deviens membre de l'association :
☐ : Actif, retraité : 50€ (abonnement + cotisation)
☐ : Étudiants, chômeurs : 15€ (abonnement + cotisation)
☐ : Entreprises : 200€ (abonnement + cotisation)

☐ : Je souhaite m'investir dans l'association et mettre mes compétences à disposition : à réception de ma cotisation, je serai contacté.e personnellement

Vous pouvez payer par chèque (libellé à l'ordre d'Hydraulique Sans frontières) ou par virement au CCM Chambéry Combe de Savoie ; rib : 102780889200015964573 - Hydraulique sans frontières. Bulletin à découper et à envoyer à l'adresse ci-dessous:

